Jean-Baptiste André Godin à Otto R. Muller, 12 octobre 1876

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

CoteFG 15 (18)
Collation4 p. (97r, 98r, 99v, 100r)
Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit
Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Otto R. Muller, 12 octobre 1876, consulté le 21/09/2025 sur la plate-forme EMAN : https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49138

Présentation

Auteur·eGodin, Jean-Baptiste André (1817-1888)
Date de rédaction12 octobre 1876
Lieu de rédactionGuise (Aisne)
DestinataireMuller, Otto R.
Lieu de destinationMiddlesbrough (Royaume-Uni)
Scripteur / ScriptriceMoret, Marie (1840-1908)

Description

RésuméMuller a écrit au mois de mai dernier à Godin pour lui demander des renseignements sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre. Godin est en peine de lui donner l'état de l'opinion de l'industrie française sur le traité car les avis varient suivant la différence des intérêts, même si les résistances à la liberté des échanges s'effacent : le Midi est favorable à l'abaissement des droits pour ses vins et ses soieries ; la métallurgie n'y est pas favorable car elle prend ses

matières premières à l'étranger et l'Angleterre a sur la France l'avantage d'un prix de revient moins élevé sur les produits manufacturés ; le commerce fait cause commune avec le consommateur en faveur du bon marché. Sur les acquits à caution. Godin questionne Muller sur le placement de capitaux dans les *warrants* en Angleterre : il informe Muller qu'il a proposé un million de francs à la Banque de Londres et Westminster pour servir à l'achat de *warrants*, mais que celle-ci en a refusé le dépôt à cause de l'abondance de l'argent ; il lui demande s'il connaît le moyen d'acheter de façon sûre les *warrants* au comptant car il ne possède pas de capitaux disponibles à Londres.

Mots-clés

Finances d'entreprise
Personnes citéesLondon and Westminster Bank
Lieux cités

- Angleterre (Royaume-Uni)
- France
- Londres (Royaume-Uni)

Notice créée par Pauline Pélissier Notice créée le 14/11/2023 Dernière modification le 31/01/2024

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49138?context=pdf

Guise le 12 8bre 76

Monsieur Muller,

Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au mois de Mai dernier pour me demander des renseignements concernant le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

J'ai tardé à vous répondre jusqu'à ce jour, je vous prie de me pardonner cette négligence, voici mon excuse :

Si je n'avais eu qu'à vous donner mon opinion, je vous aurais dit que je suis pour l'abaissement de toutes les barrières entre les peuples, sans exception d'aucune sorte. Mais ce n'était pas mon opinion économique qui vous était nécessaire, il s'agissait de vous faire connaître quelle opinion peut prévaloir maintenant près du gouvernement et des chambres sur les questions de tarifs.

Je serais bien embarrassé pour vous donner l'idée de l'industrie française sur le traité de commerce avec l'Angleterre ; les opinions et les points de vue varient suivant la différence des intérêts.

Prises dans leur ensemble, les résistances

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49138?context=pdf

à la liberté des échanges s'effacent peu à peu et les opinions favorables à cette liberté s'augmentent ; mais le progrès dans cette voie s'accentuera d'autant plus que les produits naturels français trouveront un plus libre accès en Angleterre, et surtout que la démocratie arrivera au pouvoir. Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, ce sera une question d'influences d'intérêts.

Le Midi est sérieusement intéressé à l'abaissement des droits sur ses vins et ses soieries ; notre métallurgie ne peut voir cet abaissement avec la même satisfaction puisqu'elle prend à l'étranger une forte partie de ses matières premières. L'Angleterre a sur nous l'avantage d'un prix de revient moins élevé sur les produits ouvrés.

Quoiqu'il en soit, cela se tempère par bien des motifs qu'il serait trop long d'énumérer. Le producteur n'a pas un intérêt aussi grand qu'il peut le croire à la protection, et l'intérêt du consommateur tend à l'emporter sur les résistances du producteur.

Quant au commerce français, il achètera des produits de partout où ils lui

viendront, car le commerce fait cause commune avec le consommateur ; le bon marché est leur principale préoccupation.

Les acquits à caution sont d'une nécessité absolue pour les industries qui travaillent pour l'exportation ; il nous serait impossible de travailler en concurrence avec vous à l'étranger, si nous n'avions les moyens de la restitution des droits que vous payons sur nos matières premières ; toutes nos grandes industries sont dans ce cas.

Je profite de cette lettre pour vous prier, Monsieur, de me donner de votre côté un renseignement.

J'ai songé dans ces derniers temps à voir s'il ne serait pas possible de trouver dans les warrants en Angleterre un placement solide de capitaux pour le cas où la baisse du prix des fontes continuerait. Dans cette pensée j'avais proposé à la banque de London et Westminster de lui faire un dépôt de capitaux pour les avoir disponibles en vue de ces opérations. La banque me refuse ce dépôt à cause de l'abondance de l'argent en Angleterre.

Pourriez-vous m'indiquer comment je pourrais arriver à acheter des

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49138?context=pdf

warrants au comptant, de manière à ce que l'opération soit entourée des garanties nécessaires pour moi comme pour le vendeur, ne pouvant avoir de capitaux disponibles à Londres par suite du refus qui m'est fait de les recevoir.

Y a-t-il un store dans votre contrée ? Et y fait-on de ces sortes d'opérations

Je vous serais bien obligé de me dire quelle confiance vous inspireraient ces opérations pour un placement à long terme, c'est-à-dire attendant l'occasion de la hausse.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49138?context=pdf